

FORMATION DES ÉLUS LOCAUX

Par décision en date du 9 décembre 2019, le Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales a accordé à notre Cabinet l'agrément pour dispenser des formations aux élus locaux. Cette décision a été délivrée sur le fondement de l'avis favorable du Conseil national de la formation des élus émis le 14 novembre 2019, qui a estimé que les formations proposées répondaient aux besoins des destinataires de ce projet porté par Maître Fabien PEREZ et Monsieur Jules NYSSSEN.

Souhaitant dispenser une formation d'excellence, ils se sont entourés d'une équipe de formateurs hautement qualifiés. Qu'ils soient élus (anciens et actuels), directeurs généraux des services, avocats, professeurs des Universités, anciens magistrats, ils disposent d'une grande expertise dans leurs domaines de compétences respectifs.

Les programmes proposés tiennent compte de l'ensemble des évolutions du cadre normatif, au niveau interne comme à celui européen. Dans un souci de pédagogie et de cohérence, ils sont conçus de manière à combiner les aspects théoriques et pratiques, permettant ainsi aux élus d'obtenir des réponses à l'ensemble des questions qu'ils peuvent se poser ou d'attirer leur attention sur des aspects spécifiques afin d'éviter les erreurs le plus fréquemment relevées.

Le Cabinet dispense des formations individuelles ou collectives, mais aussi sous forme de stages de 2 à 5 jours, leur contenu pouvant être choisis par les élus parmi les thématiques proposées, en fonction de leurs besoins et objectifs.

Tarifs :

Formation individuelle : 600 € / jour

Formation collective : 300 € / jour

Les repas sont à la charge des stagiaires

LISTE DES FORMATIONS PROPOSÉES

1. Le statut des élus locaux
2. Responsabilité et protection des élus locaux
3. L'exemplarité et la probité des élus locaux
4. La responsabilité pénale des élus locaux
5. La communication institutionnelle de l'élu local
6. Les collaborateurs de cabinet de l'autorité territoriale
7. Les élus d'opposition : droits et stratégie
8. La prise de parole en public
9. Le maire et les pouvoirs de police administrative générale
10. La rédaction des actes administratifs
11. Délégations de pouvoir, de fonction et de signature dans les collectivités territoriales
12. Les modes de gestion des services publics locaux
13. Les élus locaux et le principe républicain de laïcité
14. La démocratie locale - participation des citoyens
15. L'Europe et les collectivités territoriales
16. Le contrôle de légalité du préfet sur les actes des collectivités territoriales
17. La nouvelle réglementation des marchés publics
18. Le domaine public des collectivités territoriales
19. Comprendre et maîtriser les nouveaux enjeux des finances locales
20. La préparation et l'adoption des budgets locaux
21. L'exécution des budgets locaux
22. Les relations financières entre l'État et les collectivités territoriales
23. Les conséquences de l'intercommunalité sur la fiscalité et les moyens humains des communes
24. Les autorisations d'urbanisme et le droit pénal de l'urbanisme
25. Le Plan local d'urbanisme
26. L'intercommunalité : la nouvelle architecture du secteur public local
27. Les communes face au respect du droit animalier
28. Environnement, énergie et développement durable : quel rôle pour les collectivités territoriales ?